douleur et non plus à un avenir à enfanter. Nous ne sommes encore pas sortis d'Auschwitz... Du moins symboliquement : le silence spirituel et intellectuel des Juifs contemporains ne s'explique qu'ainsi. Nul n'a encore « pensé » en vérité Auschwitz qui est devenu une pensée en soi plutôt qu'il ne « donne » à penser : nul n'a pensé le rapport des Juifs et de la modernité (occidentale) qui est la véritable question que pose Auschwitz. Il faudrait pourtant le faire si les Juifs veulent sortir du désert symbolique où ils se trouvent depuis trente ans. Il ne s'agit pas d'oublier ou encore moins d'absoudre les responsables. Il s'agit bien au contraire d'aller jusqu'au bout de l'idée d'Auschwitz pour en sortir vraiment.

C'est de cette sortie que Menahem Begin n'a pas eu l'audace, en faisant entendre un discours raidi et sans rapport avec la démesure du geste de Sadate. On a eu l'impression qu'il soliloquait autiquement devant l'univers (télévisé), toujours enclos dans la forteresse. Ce pas qu'il fallait faire vers les Arabes (et notamment les Palestiniens), il ne l'a pas fait. A tel point qu'au vu des conséquences actuelles de l'événement, on se demande si tout n'a été qu' « une hallucination collective » dans la nuit fantasmatique de Massada...

Et pourtant un gigantesque et brûlant espoir de paix a secoué de véritables transes le peuple israélien qui, lui, semble être sorti chaleureusement de Massada. On pourrait résoudre cette contradiction en se souvenant que la classe politique israélienne est constituée de la « vieille garde » (très âgée), d'extraction presque exclusivement occidentale (ashkénaze), en proie donc à Massada (M. Begin en est le représentant le plus parfait), tandis que la grande majorité des Israéliens rassemble les jeunes de tous bords, les sabras nés dans le pays, les séfarades, tous ceux donc qui, par le fait du régime des partis [1], n'ont pas accès au pouvoir et au leadership, et qui pourraient pourtant concevoir plus loin qu'Auschwitz... un avenir pour le peuple juif.

Je n'ose prévoir le désespoir tragique qui les déchirerait si, par la faute de la classe politique israélienne ou par celle des Etats arabes extrémistes, le voyage de Sadate avortait.

S. T.

LA PALESTINE ET LE REFUS ISRAÉLIEN

« Les Israéliens seront étonnés quand ils apprendront ce que je vais leur dire. Mais je le dis : je suis prêt à me rendre chez eux. » Tel fut le prélude, en ce 9 novembre 1977, d'un événement historique considérable dont on n'a pas fini de reconnaître les significations politiques ou religieuses.

Prenant des risques personnels énormes et faisant preuve d'un grand courage, le Président égyptien Anouar El Sadate arrive en Israël le samedi 19 novembre. Le lendemain, après trois gestes symboliques, une visite à la mosquée el-Aqsa, à l'église du Saint-Sépulcre et au mémorial juif Yad VaShem, il prononce de sa voix claire un discours d'une très grande beauté et d'une évidente intensité émotionnelle. « Je suis venu ici pour transmettre un message et, Dieu m'est témoin, j'ai transmis ce message. »

Le Président égyptien reconnaît l'existence de l'Etat d'Israël : « Israël est devenu un fait. » C'est un tournant historique. Une barrière psychologique est levée. L'autre est à nouveau accepté en tant qu'autre avec sa spécificité et sa culture propre. Par cette reconnaissance qui n'est nullement une concession juridique, Sadate pense offrir à Israël les moyens de créer une véritable sécurité, celle que n'offriront jamais des

1. La représentation proportionnelle donne aux partis politiques, dont l'origine remonte aux débuts du mouvement sioniste (en Occident parmi les ashkénazes), la haute main sur la constitution des listes de candidats. Ainsi la même structure du pouvoir se reproduit-elle dans chaque parti de législature en législature.

frontières extensibles, surtout lorsqu'apparaissent dans la zone des fusées et même des armes nucléaires.

La paix comportera cinq conditions, dont deux sont essentielles : la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien et la libération de la totalité des territoires occupés en 1967. Cette terre est sacrée. Aucune parcelle n'en est négociable, y compris dans le secteur oriental de Jérusalem.

Sadate en a terminé. Begin monte à la tribune. Le moment est crucial. Il y a là une occasion rare de paix. Begin commence à parler. Son ton est las, la voix monocorde. On constate qu'au lieu de parler de l'avenir et du fond du problème, le chef du Likoud s'enferme dans son passé. Il rappelle ce qu'il pense être ses droits historiques sur la Palestine. Il parle de la Bible, de la déclaration Balfour ou du génocide nazi. Une seule lueur d'espoir, l'affirmation selon laquelle tout est négociable.

Le discours reste fermé sur lui-même, autistique. Il ignore la réalité de l'autre, du Palestinien. C'est ce que remarquera à haute voix au moment de l'attente la plus intense, la plus dramatique, le député Meïr Wilner, président du Rakah. Begin est incapable de prononcer le mot même de Palestine comme s'il avait peur de sa propre culpabilité. Il utilise sans cesse un terme du livre de Samuel « Eretz Israël » pour effacer la réalité. Quelques jours plus tard, il dira même à Wilner que le mot Palestine n'appartient pas à la langue hébraïque. Tout à ses souvenirs européens, Begin est, comme le dira Sartre, angoissé par sa propre liberté. Cet « oubli » et ce silence ont été à l'origine d'une immense déception, aussi bien dans les milieux arabes et juifs les plus divers qu'en Europe ou aux Etats-Unis.

Certains ont encore espéré en un miracle lors de la conférence de presse du 21 novembre à Jérusalem puis lors du discours du Caire du 26. Mais rien. Et le doute n'a fait que grandir.

Alors que signifie politiquement cet événement ? Il a révélé la réapparition d'un homme tolérant et rationnel dans le Moyen-Orient arabe. Mais on voit aussi que la crise actuelle du capitalisme mondial fait partout sentir ses effets. Des Etats mettent la moitié de leurs ressources dans la préparation de la guerre et s'épuisent dans la course aux armements. Israël, qui a tenté de quadrupler son potentiel militaire depuis 1973, connaît une forte inflation et des difficultés sociales. L'Egypte, qui a rompu militairement avec l'URSS en 1972, ne peut plus suivre. La misère et le sous-développement y créent une situation intérieure explosive comme on l'a vu au début de l'année.

Une guerre régionale a été envisagée il y a un mois. Elle aurait pu éclater au sud-Liban ou sur le canal de Suez. On prévoyait aussi pour 1978 une reprise des hostilités avec des raids israéliens en profondeur sur des objectifs économiques arabes. A coup sûr, ces guerres auraient été une catastrophe pour tous les Etats de la région surtout si on tient compte des rapports de force actuels.

On comprend donc l'immense aspiration à la paix et au bien-être matériel qui s'est manifestée après le voyage de Sadate chez tous les peuples du Moyen-Orient. L'accueil enthousiaste des Juifs sépharades comme du petit peuple égyptien n'est pas dû au hasard. Même dans les camps palestiniens, on a remarqué que la déception l'a emporté sur la colère. Mais ces hommes exploités se font tous des illusions. La paix ne supprimera pas les inégalités sociales et il n'y aura guère plus d'argent car les armes ont souvent été payées par des prêts étrangers non remboursés ou des dons de pays amis.

Des formes d'égoïsme contribuent à renforcer les nationalismes et on s'en libère en accusant les autres. « Les Palestiniens sont des égoïstes. Ils ne pensent qu'à eux, jamais à l'Egypte. Nous nous sommes assez sacrifiés comme cela. » Il y a là un risque très sérieux de marginalisation des Palestiniens, de mise en péril de la représentativité de l'OLP. On sait que chaque discussion bilatérale au Moyen-Orient s'est traduite par des massacres de Palestiniens. On comprend donc l'inquiétude légitime de ceux-ci et la raison pour laquelle Arafat a failli perdre par deux fois ces derniers jours son poste

à la tête de l'OLP, à Beyrouth puis à Tripoli.

Autre conséquence : l'éclatement du monde arabe. On a pu voir la convocation au même moment de trois sommets au Caire, à Tripoli et à Bagdad. Les réactions émotionnelles, la peur de prendre des décisions, le désir de négocier dans les meilleures conditions créent le confort intellectuel du maximalisme. C'est ainsi que le front du refus connaît une deuxième jeunesse. Mais il est miné par des dissensions internes et il est incapable d'attaquer seul. Cependant ce front du refus pourrait permettre un retour en force de l'URSS dans la zone, ce qui serait un obstacle à la paix car ce pays tente de perpétuer un état de ni guerre ni paix favorable à ses intérêts. D'autre part le front du refus pourrait financer des attentats dans le golfe ou en Palestine occupée.

Une grande question se pose : Sadate est-il isolé ? Certes seuls le Maroc, le Soudan et Oman soutiennent officiellement l'Egypte. Mais le Koweït et l'Arabie continuent à la financer, contrairement aux allégations syriennes. De plus, de nombreux pays soutiennent le président Sadate. Même les Chinois l'ont fait discrètement. Ne lui sont réellement hostiles que la Syrie, la Libye et l'Irak. La position de l'Algérie semble liée à des considérations tactiques en raison du conflit du Sahara occidental.

Le voyage de Sadate aura aussi des effets aux Etats-Unis. Ce qui a frappé jusqu'à présent, c'est la grande faiblesse des USA incapables, ou peu désireux, d'exercer des pressions sur l'Etat juif. Le lobby juif y arguait de la non-reconnaissance d'Israël pour prétendre que les Arabes refusaient à l'Etat hébreu le droit d'exister. Aussi le Département d'Etat qui jouait le rôle d'intermédiaire entre les parties laissait se développer les querelles de procédure. Désormais Carter pourra affronter le lobby de face lorsque ce sera nécessaire, mais il y aura les risques d'une explosion d'antisémitisme.

Ce voyage a aussi été un pèlerinage et il a aussi une signification religieuse quoiqu'il faille se méfier des citations religieuses faites pour séduire l'interlocuteur ou pour calmer les opinions publiques intérieures. Sadate était à Jérusalem, la deuxième ville sainte de l'Islam, le jour où les musulmans fêtaient Aïd el Adha. Cette fête commémore le sacrifice qu'Abraham voulait faire de son fils ; il s'agit d'Isaac, l'ancêtre des Juifs pour ceux-ci et pour quelques musulmans, et il s'agit d'Ismaël, l'ancêtre des Arabes selon l'interprétation d'un grand nombre de musulmans.

Begin a interprété ainsi l'événement : « Ce fut une souffrance qui consiste à sacrifier des êtres humains. » Sadate prétendit qu'Abraham « s'en remit à Dieu, non par faiblesse mais par force spirituelle et, dans une totale liberté, accepta de sacrifier son fils avec une foi inébranlable. »

Il s'agit de deux lectures profondément différentes chez les descendants des deux frères. Le fils de l'un n'est pas l'être humain de l'autre et la force spirituelle n'est pas la souffrance. Begin pense peut-être aux soldats israéliens et arabes, mais souffre-t-il de faire bombarder au même moment les Palestiniens du Sud-Liban qui sont aussi des êtres humains ? Sadate parlait-il symboliquement d'eux en rappelant que la volonté de sacrifice d'Abraham a permis de sauver son fils ? On ne sait.

« Il y a un grand besoin de prendre des décisions difficiles et radicales », disait Sadate, et après lui le général Dayan. Israël est maintenant au pied du mur. Il peut choisir la reconnaissance de l'autre, et donc la paix, comme il peut choisir son suicide différé. Que les dirigeants israéliens qui ont fait le serment de ne jamais plus mettre en danger leur peuple relisent la malédiction proférée par Sadate envers celui qui persisterait dans le refus.

Désormais tous les efforts doivent être faits pour permettre un règlement global dans le cadre de la conférence de Genève en vue de la constitution de l'Etat palestinien avec toutes les garanties possibles pour les Israéliens. L'irrationnel doit faire place à la rationalité. Pour ceux qui comprennent, le mystique ibn 'Arabî disait qu'Abraham sacrifiait sa propre âme.

J.-F. C.